



BRÈVES ÉCONOMIQUES

Afrique australe

Une publication du SER de Pretoria
du 30 septembre au 4 octobre 2024

LE CHIFFRE A RETENIR

9,2 Mds
ZAR

L'excédent courant sud-
africain au T2 2024 - StatsSA

Canal+ et MultiChoice déposent une requête aux autorités sud-africaines pour l'examen de l'offre de rachat de MultiChoice par Canal+ (Canal+)

Dans une déclaration commune le 30 septembre 2024, les groupes audiovisuels MultiChoice et Canal+ ont indiqué avoir déposé une demande conjointe de contrôle des fusions concernant l'offre de rachat du premier par Canal +.

Cette demande a été déposée auprès de la Commission de la concurrence, comme l'exige la loi sud-africaine sur la concurrence. Les deux parties sont également en contact avec l'Autorité indépendante des communications d'Afrique du Sud (ICASA) et d'autres autorités de régulation au sujet de l'accord. D'après la loi sur la concurrence, la transaction est qualifiée de « grande fusion », ce qui nécessite l'approbation du Tribunal de la concurrence.

Pour rappel, le comité indépendant convoqué par MultiChoice pour étudier l'offre de rachat de 125 ZAR (environ 6 EUR) par action, faite par Canal + en avril dernier avait décidé d'approuver la proposition évaluée à 2,6 Mds EUR. L'information avait été transmise par les deux groupes dans un communiqué de presse publié mardi 4 juin 2024.

Le groupe français possède déjà 45,2 % des actions de MultiChoice. En cas de succès de l'offre de rachat, cela créerait un groupe audiovisuel panafricain présent dans près de 50 pays d'Afrique anglophone et francophone, représentant environ 31,5 millions d'abonnés. Cette transaction reste néanmoins soumise à des obstacles réglementaires, notamment l'interdiction pour un actionnaire étranger de contrôler plus de 20% des droits de vote d'une entreprise de média sud-africaine.

Sommaire :

Afrique australe

- Eutelsat OneWeb prépare son expansion en Angola, au Botswana et au Zimbabwe en formant des partenaires locaux (*TechAfricaNews*)

Afrique du Sud

- HSBC cède ses activités en Afrique du Sud à *FirstRand* (*HSBC*)
- Le compte courant devient excédentaire au deuxième trimestre, après huit trimestres de déficit consécutifs (*Resbank*)
- Schneider Electric s'associe à Harmony Gold pour moderniser un centre de formation technique pour l'industrie minière (*Mining Weekly*)
- Le fonds émirati International Resources Holding (IRH) a signé un accord avec Public Investment Corporation (PIC) pour investir dans des projets d'infrastructures ferroviaires et d'énergie verte (*Reuters*)
- Transnet sollicite le secteur privé pour développer un nouveau terminal polyvalent au port de Mossel Bay (*EngineeringNews*)
- Transnet revoit à la baisse ses prévisions de transport ferroviaire de marchandises (*EngineeringNews*)
- VR8 s'associe à China Energy pour développer un projet d'extraction de vanadium dans la province du Limpopo (*Mining Weekly*)
- Petrobras prend une participation de 10% dans le projet d'exploration porté par TotalEnergies dans le bassin de l'Orange (*Oil&Gas Journal*)
- Le ministre de l'Electricité et de l'Energie Ramokgopa veut être « ultra-agressif » pour accélérer le développement des ENR (*réformer le système d'appels d'offres des Independent power producers (IPP)* *EngineeringNews*)

Angola

- La société russe Alrosa ne parvient toujours pas à rapatrier ses dividendes en Russie
- L'économie angolaise a progressé de 4,1% au deuxième trimestre 2024

Eswatini

- Le FMI publie sa revue annuelle dite « Article IV » (*IMF*)

Botswana

- Le PIB se contracte de 0,5% au deuxième trimestre (*StatsBots*)

Mozambique

- La Banque du Mozambique baisse son taux directeur à 13,5% (-0,75 point)
- Technip Energies remporte un contrat FEED pour le compte de Mozambique Rovuma Venture

Zambie

- Le Ministère des finances présente un budget de consolidation (Ministry of Finance)
- La croissance atteint 1,7% au deuxième trimestre (Zamstats)

Zimbabwe

- La Banque centrale intervient à nouveau sur le marché des changes pour faire face à la demande de dollars américains (*Reserve Bank of Zimbabwe*)

Afrique australe

Eutelsat OneWeb prépare son expansion en Angola, au Botswana et au Zimbabwe en formant des partenaires locaux (TechAfricaNews)

Le fournisseur de services télécoms par satellite Eutelsat OneWeb prépare le lancement de ses activités en Angola, au Botswana et au Zimbabwe. L'entreprise a annoncé mercredi 25 septembre avoir organisé des formations pour les employés de nouveaux partenaires locaux : Dandemutande Investments Private Limited, TelOne Zimbabwe et Paratus Group. La session s'est tenue au siège de son partenaire sud-africain NEC-XON à Midrand (Afrique du Sud). Cet événement a permis de faire la démonstration des performances du réseau et de former les partenaires aux compétences nécessaires à l'installation des terminaux. Alors que le réseau d'Eutelsat OneWeb devient de plus en plus disponible dans ces régions, cette initiative souligne l'engagement de l'entreprise à développer une expertise solide et localisée. En formant ses partenaires aux subtilités de la technologie de satellites en orbite basse (LEO), Eutelsat OneWeb vise à permettre le déploiement rapide de son service Internet par satellite, améliorant ainsi la connectivité des entreprises et des communautés éloignées à travers l'Afrique. Dans la continuité d'une rencontre le 23 septembre entre Elon Musk et le Président Ramaphosa, le ministre des Télécommunications Solly Malatsi a rencontré les équipes de Starlink. Ce dernier a indiqué envisager de faire évoluer les réglementations pour permettre l'entrée sur le marché de Starlink, qui se positionnerait comme concurrent d'Eutelsat OneWeb, en particulier sur le segment « grand public » (B2C).

Afrique du Sud

HSBC cède ses activités en Afrique du Sud à FirstRand (HSBC)

Le 26 septembre, HSBC South Africa a annoncé avoir trouvé un accord avec FirstRand Limited sur la cession de ses activités commerciales, dont les détails financiers n'ont pas été divulgués. La

banque britannique, qui offrait depuis 1995 des services bancaires commerciaux et d'investissement (sans activité de banque de détail), transfère ainsi ses clients, ses employés et son bilan bancaire (actif et passif) à la deuxième banque d'Afrique du Sud (en nombre de clients et taille de bilan). HSCB devrait définitivement quitter le pays au quatrième trimestre 2025, à l'issue du processus d'approbation des autorités de régulation. Elle continuera toutefois, grâce à un accord conclu avec la banque Absa, d'offrir à ses clients internationaux la possibilité d'investir dans des actions et obligations sud-africaines. Colin Bell, CEO d'HSBC Bank plc, explique ce départ par un recentrage stratégique sur l'Asie. Des raisons similaires avaient été avancées par BNP Paribas, qui s'est définitivement retirée d'Afrique du Sud en mai 2024, ainsi que par Barclays Plc, Standard Chartered Plc et la Société Générale SA, qui réduisent également leurs présences sur le continent.

Le compte courant devient excédentaire au deuxième trimestre, après huit trimestres de déficit consécutifs (Resbank)

Selon le dernier bulletin trimestriel de la SARB, l'Afrique du Sud a enregistré un excédent courant de 9,2 Mds ZAR (0,5 Md EUR et 0,8% du PIB) au T2 2024, après un déficit de 56,9 Mds ZAR (3 Mds EUR et 5% du PIB) au trimestre précédent. Ce retour à l'excédent, qui succède à huit trimestres de déficit consécutifs, résulte : (i) d'une réduction du déficit de la balance des revenus primaires (-78% à -11,6 Mds ZAR), historiquement le principal contributeur au déficit courant ; (ii) de l'augmentation de l'excédent commercial (+241%, à 58 Mds ZAR, soit son plus haut niveau depuis le T2 2022). Les exportations ont progressé de manière significative (+11,7% à 519 Mds ZAR), portées notamment par les produits miniers (or et platine) et manufacturiers (secteur automobile). Les importations ont parallèlement progressé à un rythme nettement inférieur (+3% à 461 Mds ZAR), essentiellement portées par l'industrie automobile. Sur le premier semestre 2024, le déficit courant n'atteint ainsi que 47,7 Mds ZAR, contre un déficit de 72,4 Mds ZAR au premier semestre 2023, traduisant une amélioration des termes de l'échange sud-africains.

Schneider Electric s'associe à Harmony Gold pour moderniser un centre de formation technique pour l'industrie minière (*Mining Weekly*)

Schneider Electric et Harmony Gold ont annoncé la formation d'un partenariat stratégique pour moderniser l'atelier d'instrumentation du centre de formation en ingénierie d'Harmony Moab Khotsoeng, situé à Orkney (province du North West). Ce projet vise à améliorer l'éducation à la technologie et à développer les compétences des employés dans le secteur des mines. Schneider Electric, en collaboration avec Welkom Industrial Controls, se chargera de la fourniture, de l'installation et de la mise en service de l'équipement, dont l'achèvement est prévu pour novembre, avec un support continu pour le centre. Le centre de formation profitera tant aux employés de Harmony qu'à des partenaires externes comme Assmang Mines et Impala Platinum. L'initiative répond à des enjeux clés de l'industrie, notamment la gestion du changement, la pénurie de compétences et la baisse de l'expertise technique. Une étude de McKinsey révèle que 71 % des dirigeants miniers considèrent le manque de talents comme un frein à leurs objectifs.

Le fonds émirati International Resources Holding (IRH) a signé un accord avec Public Investment Corporation (PIC) pour investir dans des projets d'infrastructures ferroviaires et d'énergie verte (*Reuters*)

Lundi 30 septembre 2024, International Resources Holding (IRH), fonds de l'émirat d'Abu Dhabi, a signé un Memorandum of Understanding (MoU) avec le fonds de pension du gouvernement sud-africain Public Investment Corporation (PIC) pour investir dans des projets d'infrastructures ferroviaires et d'énergie verte.

Selon les termes de l'accord, IRH et PIC coopéreront sur le développement de la capacité logistique du pays, vitale pour les exportations de minerais sud-africains et des pays avoisinants. Or, les lignes ferroviaires et ports (Saldanha Bay, Richards Bay, Durban...) de ces corridors stratégiques souffrent de dysfonctionnements entravant leur efficacité. L'accord viserait également à « porter les actifs miniers sous-

performants et non-développés » en Afrique du Sud à pleine capacité de production, sans plus de détails cependant. IRH s'est également engagé à déployer son expertise technique et financière pour stimuler le secteur des énergies renouvelables en Afrique du Sud. IRH a déjà investi dans la mine de cuivre de Mopani (51%) en Zambie en mars 2024 et serait intéressé par d'autres investissements dans la région, illustré par ce MoU.

Transnet sollicite le secteur privé pour développer un nouveau terminal polyvalent au port de Mossel Bay (*EngineeringNews*)

Transnet National Ports Authority (TNPA), la branche en charge de la gestion et la gouvernance des huit ports commerciaux sud-africains de la compagnie nationale de logistique Transnet, a lancé un processus de consultation (RFI) pour un terminal polyvalent (MPT) dans l'enceinte du quai 4 du port de Mossel Bay (province du Western Cape).

Le RFI invite les parties intéressées à soumettre des propositions pour concevoir, développer, financer, entretenir et exploiter un terminal polyvalent au quai 4 où sont actuellement manutentionnées des marchandises diverses, ainsi que du pétrole et du gaz. Le MPT prévoit une capacité installée de 86 000 t/an de marchandises diverses et un hangar de 2 040 m². La date limite de soumission de réponses est le 29 novembre.

Transnet revoit à la baisse ses prévisions de transport ferroviaire de marchandises (*EngineeringNews*)

Transnet vient d'annoncer, par le biais de sa PDG Michelle Phillips, que son objectif fixé de 193 millions de tonnes de marchandises déplacées par son réseau ferroviaire ne serait pas atteint en 2024/2025. Selon cette dernière, atteindre même l'objectif de 170 millions de tonnes représenterait une amélioration bienvenue par rapport aux 152 millions de tonnes prévues en 2023/24, et constituerait une nette reprise par rapport à l'effondrement du volume à 149 millions de tonnes en 2022/23.

VR8 s'associe à China Energy pour développer un projet d'extraction de vanadium dans la province du Limpopo (*Mining Weekly*)

Vanadium Resources (VR8) a signé un partenariat avec China Energy International Group pour développer le projet Steelpoortdrift en Afrique du Sud, considéré comme l'un des plus grands gisements de vanadium au monde. Cet accord couvre les services d'ingénierie, d'approvisionnement, de construction et de financement. Le projet comprendra une usine de concentration et une usine de lixiviation, avec un objectif de production de 18 000 tonnes de pentoxyde de vanadium (V₂O₅) par an. La ressource est estimée à 680 millions de tonnes avec une teneur moyenne de 0,7 % en V₂O₅, que l'on qualifié de concentration moyenne supérieure. Le coût total du projet est estimé à environ 300 M USD, la production devant commencer début 2028. L'usine pourrait être alimentée par la centrale solaire Mooiplaats de China Energy, qui fournirait environ 17 MW d'électricité. China Energy apporte un soutien financier important et pourrait devenir un investisseur stratégique. Le projet vise à répondre à la demande croissante de vanadium, notamment en raison de la nouvelle réglementation chinoise sur les armatures en acier, qui devrait augmenter la demande de 14 000 tonnes par an. Le vanadium présente également du potentiel comme matériau pour les nouvelles générations de batteries.

Petrobras prend une participation de 10% dans le projet d'exploration porté par TotalEnergies dans le bassin de l'Orange (*Oil&Gas Journal*)

Petrobras a accepté d'acquérir une participation de 10 % dans le bloc Deep Western Orange Basin (DWOB) auprès de TotalEnergies. Le bloc de 3 000 km² est situé au large de l'Afrique du Sud, à la frontière avec la Namibie, et du bloc de prospection PEL 39. Il s'agit d'une zone importante d'exploration pour TotalEnergies, Shell, Galp Energia SGPS SA et Africa Oil Corp. TotalEnergies est l'opérateur du bloc DWOB avec une participation de 40 %. Les autres partenaires sont QatarEnergy (30 %), Sezigyn Pty. (20 %) et Petrobras (10 %).

Le ministre de l'Electricité et de l'Energie Ramokgopa veut être « ultra-agressif » pour accélérer le développement des ENR (*réformer le système d'appels d'offres des Independent power producers (IPP) EngineeringNews*)

Lors d'un séminaire sur les énergies renouvelables en Afrique du Sud le 30 septembre dernier, le ministre de l'Electricité et de l'Energie Ramokgopa a reconnu que le système public sud-africain d'approvisionnement en énergies renouvelables par les producteurs d'électricité indépendants (IPP) avait un besoin urgent de révision.

Pour rappel, le programme d'achat de capacité des producteurs indépendants d'énergie renouvelable traverse une zone de turbulences, la fenêtre d'appel d'offres 6 n'ayant pas atteint ses objectifs et la fenêtre d'appel d'offres 7 ayant été retardée. Or jusqu'à présent, les marchés publics des IPP auraient généré environ 14 Mds EUR d'investissement depuis 2011, et le parc de 6 300 MW de centrales éoliennes et solaires en exploitation depuis cette date contribuerait à environ 10 % de l'électricité de l'Afrique du Sud.

Le Ministre veut s'attaquer aux lourdeurs administratives qui retardent la mise en chantier des projets, particulièrement l'obtention des lettres d'estimation des coûts de raccordement au réseau (CEL) fournies par Eskom, électricien public, et des devis pour raccordement au réseau. Des efforts seraient aussi à fournir au niveau du régulateur national de l'énergie d'Afrique du Sud (Nersa) afin de réduire le désengorgement des demandes des producteurs.

Le besoin de développer le réseau de transport de l'électricité conditionnera aussi celui des ENR. Plusieurs actions sont en cours ou envisagées ; la publication d'ici fin octobre de la mise à jour du plan de développement du réseau de transport de l'électricité, recours aux contrats clés en mains par la nouvellement créée National Transmission Company of South Africa (NTCSA), mise en place d'un modèle pour ouvrir le secteur aux projets de transmission d'énergie indépendante (IPT), et complémentarité entre les programmes privés et publics.

Angola

Le société russe Alrosa ne parvient toujours pas à rapatrier ses dividendes en Russie

Le géant russe du diamant, frappé par les sanctions imposées par les Etats-Unis et l'Union européenne, ne parvient pas à rapatrier en Russie les dividendes obtenus pour sa participation dans la mine de Catoca située dans la province de Lunda Sul (nord-est du pays).

C'est la troisième année consécutive qu'Alrosa ne peut transférer les dividendes (134 M USD au titre des opérations en 2023, 85 M USD pour 2022 et 100 M USD pour 2021) tirés de sa coentreprise avec l'entreprise publique Endiama, dont la firme russe détient 41 % du capital. Une commission conjointe entre la Russie et l'Angola créée en 2023 travaille sur le sujet en vue de trouver une solution à ce problème. La mine de diamants de Catoca, en exploitation depuis 1997, est l'une des plus grandes au monde, avec une production annuelle de l'ordre de 8 millions de carats qui représente 75 % de la production de diamant de l'Angola.

L'économie angolaise a progressé de 4,1% au deuxième trimestre 2024

Selon l'Institut national angolais des statistiques (INE), le PIB de l'Angola aurait progressé de 4,1 % sur un an au deuxième trimestre 2024. La croissance a notamment été portée par les activités pétrolières (+4,6 %, pour un secteur représentant 31,8% du PIB), le commerce (+4,9 % pour 18,3%), l'agriculture (+4 %, pour 12,7%), les autres services (+4,7 % pour 11,8%) et la pêche (+ 5,7 % pour 5,3%). Des progressions importantes ont également été recensées dans les secteurs des activités minières (+33,3%), du transport (+15%), et de l'eau et de l'électricité (+8,7%).

Eswatini

Le FMI publie sa revue annuelle dite « Article IV » (IMF)

Le 27 septembre, le Fonds monétaire international a publié son rapport annuel d'analyse économique, dit « Article IV ». Le FMI souligne la reprise de la croissance

(+4,9% en 2023, après 0,5% en 2022), qui a bénéficié des exportations de sucre de canne et de boissons, ainsi que de la reprise du tourisme. Elle devrait se maintenir à un niveau élevé en 2024 (entre +4,5% et +5%), avant de ralentir à 2,5% à moyen terme. Le FMI salue également les efforts réalisés en matière de consolidation budgétaire, engageant toutefois le pays à poursuivre sa réforme du secteur public. L'Eswatini, qui a bénéficié d'une forte hausse des recettes douanières issues de la SACU (+3,6 points de PIB entre les exercices 2019/20 et 2023/24), a en effet atteint les objectifs fixés dans son plan d'ajustement fiscal de 2020 : le déficit budgétaire a atteint 1,5% du PIB sur le dernier exercice (après 6,2% en 2022/23), la dette publique repassant de son côté sous les 40% du PIB. Le déficit devrait toutefois repartir à la hausse en 2025 (3,7% du PIB), en lien avec la baisse attendue des recettes douanières, couplée à une stabilité des dépenses. La situation du pays reste par ailleurs difficile, marquée par des taux de chômage (35,4%, et 48,7% pour les jeunes) et de pauvreté élevés.

Botswana

Le PIB se contracte de 0,5% au deuxième trimestre (StatsBots)

Selon l'agence nationale de statistiques (StatsBots), le PIB s'est contracté de 0,5% sur un an au deuxième trimestre, après une diminution de 5,3% au trimestre précédent. L'économie entre ainsi en récession, enregistrant sa plus mauvaise performance depuis 2020. Cette évolution s'explique par la forte contre-performance du secteur minier (-16,5%, soit une contribution de -3,6 points à la croissance totale), en lien avec les difficultés rencontrées dans le secteur des diamants (-17,4% en valeur ajoutée), et les opérations de maintenance ayant affecté les productions de cuivre et de nickel (-28% en valeur ajoutée). L'activité progresse néanmoins dans seize secteurs sur dix-huit, notamment ceux de l'« administration publique et de la défense » (+5,4%, soit une contribution de +0,8 points), du « commerce » (+4,4%, soit une contribution de +0,5 points), et de la « construction » (+3,4%, soit une contribution de +0,3 points).

Mozambique

La Banque du Mozambique baisse son taux directeur à 13,5% (-0,75 point)

Le 30 septembre dernier, le comité de politique monétaire de la banque centrale a décidé de baisser son taux directeur de 0,75 point à 13,50 %. Il s'agit de la quatrième baisse du taux directeur depuis janvier dernier, portant sa baisse cumulée à 3,75 points depuis le début de l'année 2024. L'institution monétaire justifie sa décision par le faible niveau de l'inflation. Celle-ci a atteint 2,75% en glissement annuel au mois d'août (contre 3,0% en juillet et un point haut sur l'année de 4,2% en janvier). Le même jour, l'Association Mozambicaine des Banques (AMB) a décidé de baisser le taux préférentiel à 20,50% (-1 point).

Technip Energies remporte un contrat FEED pour le compte de Mozambique Rovuma Venture

La société française Technip Energies et le Japonais JGC Corporation ont remporté un contrat d'ingénierie d'avant-projet détaillé (FEED) auprès d'ExxonMobil, dans le cadre du projet Rovuma LNG, bloc 4 du bassin du Rovuma. Cette étude est prévue d'être réalisée sous 12 à 13 mois. Venant crédibiliser l'annonce faite récemment par ExxonMobil d'une décision finale d'investissement en 2026 (pour un début de production en 2030), la formalisation de ce contrat constitue une avancée majeure pour le projet Rovuma LNG. Le projet Rovuma LNG, situé au district de Palma, au Nord du Mozambique consistera en une usine de GNL dont la capacité de production initialement prévue à 15,2 MTPA vient d'être augmentée à 18 MTPA, via 12 trains de liquéfaction de 1,5 MTPA chacun. Il s'agira de la seconde étude FEED pour ce projet qui a souffert – au même titre que le projet voisin Mozambique LNG opéré par Total Energies – d'une série de reports suite aux problèmes d'insécurité qui frappent la province du Cabo Delgado où il est situé.

Zambie

Le Ministère des finances présente un budget de consolidation (*Ministry of Finance*)

Le 27 septembre, le Ministre des Finances, Dr. Situmbeko Musokotwane, a présenté devant le parlement son budget pour l'exercice 2025. Le Ministre a affirmé vouloir « renforcer la résilience pour bâtir une croissance inclusive et améliorer la vie quotidienne » après une année 2024 difficile. La sécheresse historique qui a frappé le pays a entraîné un net ralentissement de la croissance en 2024 (prévision de +2,3%, contre +5,4% en 2023). Le déficit public devrait par ailleurs atteindre 6,4% du PIB en 2024 (contre une prévision initiale de 4,8%), en lien avec la hausse des dépenses (+12%) occasionnée par la sécheresse. Pour l'exercice 2025, le gouvernement table sur un déficit de 4,3%, prévoyant de recourir à proportions égales à l'endettement domestique (44%) et externe (56%) pour couvrir ses besoins de financement (34,7 Mds ZMW – 4,6 Mds EUR). Alors que le poids des recettes diminuerait (passage de 22,6% à 22,3% du PIB), celle des dépenses devrait augmenter (26% du PIB, contre 24% l'année précédente). Dans un contexte marqué par la restructuration de la dette externe du pays, un quart du budget sera consacré au service de la dette externe (16,7 Mds ZMW, soit 599 MUSD, en hausse de +177% sur l'exercice), qui constitue le premier poste de dépenses, devant l'éducation (15%) et la santé (11%).

La croissance atteint 1,7% au deuxième trimestre (*Zamstats*)

Selon l'agence nationale de statistiques (*ZamStats*), le PIB a augmenté de 1,7% sur un an au deuxième trimestre 2024, après une hausse de 2,2% au trimestre précédent. Onze secteurs sur dix-huit ont enregistré une progression de leur activité, notamment l'information et la communication » (ICT) (+11,4%, soit une contribution positive de 1,2 point à la croissance totale), la « construction » (+9,4%, soit +0,8 point) et les « activités financières » (+9,9%, soit +0,6 point). A l'inverse, le secteur agricole s'est largement contracté (-12,7%, soit -0,6 point), en lien

avec la pire sécheresse jamais enregistrée depuis quarante ans, comme le secteur minier (-4,4%, soit -0,4 point), pénalisé par la pénurie électrique. La production électrique du pays, principalement hydroélectrique (85% du mix), est en effet en net recul (-15,4%, soit -0,3 point). Toujours selon le bulletin mensuel de ZamStats, le taux d'inflation annuel a atteint 15,6% au mois de septembre contre 15,5% au mois d'août. L'indicateur progresse donc pour le quinzième mois consécutif, et atteint un niveau inédit depuis décembre 2021. Les principaux contributeurs à la hausse des prix restent les produits alimentaires (+17,9%, soit une contribution de 10,4 points à l'inflation), suivis des transports (+199%, soit +1,5 point) et du poste « logement, eau et électricité » (+12,3%, soit +1,4 point).

Zimbabwe

La Banque centrale intervient à nouveau sur le marché des changes pour faire face à la demande de dollars américains (Reserve Bank of Zimbabwe)

A l'issue de son comité de politique monétaire du 27 septembre, la Banque centrale a décidé de dévaluer sa nouvelle

devise, le ZiG, de plus 40%. Introduite en avril au taux officiel de 13,56 ZiG pour 1 USD, la devise avait progressivement glissé à 14 ZiG pour 1 USD le 26 septembre. Le lendemain, la Banque centrale autorisait les échanges à 23,4 ZiG pour 1 USD, soit une dévaluation de 42,6%. En parallèle, la Banque centrale a décidé de rehausser son taux directeur à 35% (+15 points) et d'augmenter les ratios de réserves obligatoires des banques commerciales à 30% (respectivement +15 et +10 points). Cette décision intervient alors que l'institution a déjà injecté 64 MUSD (soit 17% des réserves adossées à la devise) sur le marché des changes sur les deux derniers mois (voir: Brèves de la semaine précédente). Ces mesures visent à lutter contre l'inflation et à réduire l'écart entre les taux de change officiel et parallèle. Sur le marché noir, la devise a toutefois continué de dévisser, s'échangeant désormais autour de 32 ZiG pour 1 USD. Si le Zimbabwe, qui s'inscrit actuellement dans un système multi-devises, souhaite imposer le ZiG comme seule monnaie à horizon 2026, cette perspective semble s'éloigner aujourd'hui, la dévaluation confirmant la défiance de la population envers la monnaie locale.

	Taux de change au	Evolution des taux de change USD (%)			
	03/10/2024	Sur 1 semaine	Sur 1 mois	Sur 1 an	Depuis le 1 ^{er} janvier
Afrique du Sud	17,4 ZAR	-1,4%	2,4%	11,3%	4,8%
Angola	929,0 AOA	0,5%	-2,0%	-11,1%	-10,8%
Botswana	13,0 BWP	-0,1%	1,2%	5,4%	2,2%
Mozambique	63,2 MZN	0,0%	0,0%	0,0%	0,0%
Zambie	26,3 ZMW	0,7%	-0,5%	-19,0%	1,9%

Note de lecture : un signe positif indique une appréciation de la monnaie.

Source : OANDA (2024)

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : SER de Pretoria, SE de Luanda
leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr, nicolas.viossat@dgtrésor.gouv.fr

Rédaction : SER de Pretoria

Abonnez-vous : leopold.vinot@dgtrésor.gouv.fr